



Radhi Meddeb
Directeur
général
d'IPEMED

Agissons régionalement !

► Un an après le crash de Lehmann Brothers et le déclenchement officiel de ce qui semblait devoir être la pire crise économique depuis 1929, les signes de reprises se multiplient. L'optimisme ambiant et le consensus des économistes tentent d'en occulter les éléments qui la caractérisent : fragile, molle et sans emplois. Les comportements d'avant reprennent. Les réticences à la réforme des institutions internationales réapparaissent chez ceux-là mêmes qui en pointaient l'urgence ; la pratique des bonus reprend ; la spéculation sur les matières premières est de nouveau effrénée ; la taxe carbone est qualifiée de ringarde et le développement des énergies renouvelables est stoppé au nom du réalisme du marché. À défaut de pouvoir peser

sur la régulation mondiale, mettons en place, en Méditerranée, les instruments pour le développement et la protection des investissements : une charte, une cour arbitrale, une banque euro-méditerranéenne ; multiplions les fonds d'investissement. Le lancement de projets créerait de la richesse et de l'emploi au Sud, éviterait la déflagration sociale et freinerait l'immigration sauvage par le rapprochement du niveau de vie des populations des deux rives. Il donnerait aussi un débouché aux économies du Nord. La Méditerranée est un relais de croissance pour une Europe anémique, à condition que cette croissance soit durable et solidaire et que la grille de lecture des relations nord-sud se départisse des réflexes de domination et d'asservissement.

Une opportunité démographique pour le Sud

Certaines représentations réductrices ont la vie dure. C'est le cas de celle qui montre la rive sud de la Méditerranée comme une région où une démographie galopante serait à l'origine de tous les maux, qu'ils soient économiques, politiques et bien sûr sociaux. Pourtant, depuis plusieurs années, des travaux ont démontré, chiffres à l'appui, que la situation a changé. Dans leur grande majorité, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont entrés en transition démographique comme en témoigne l'impressionnante diminution de leur taux de fécondité et leur convergence rapide vers la situation qui prévaut en Europe. Le phénomène est tel, que les démographes s'inquiètent déjà de la manière dont cette mutation va être gérée par les pays concernés notamment en matière de retraites.

UN DÉFI MAJEUR Dans une récente étude, le démographe Gilles Pison met ainsi en exergue ce défi, notant que le «vieillesse démographique touche toute la planète» mais qu'il devrait s'effectuer de manière bien plus accélérée dans le Sud en comparaison de qui s'est passé en Europe, aux États-Unis et au Japon⁽¹⁾. Le constat est simple : au Nord, le *papy-boom* s'est déroulé sur près d'un siècle ; il lui faudra moins du quart pour survenir en Tunisie et Algérie ou encore en Syrie. Cela signifie que les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont intérêt à se préparer à ce vieillissement qui, en termes concrets, signifie que la proportion des seniors augmente quand celle des juniors diminue. Ils doivent



appréhender l'incontournable défi du financement des retraites mais aussi des soins de santé dans un laps de temps très court et cela d'autant que les traditionnelles solidarités familiales sont de moins en moins fortes.

UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE Pour l'heure, la situation est plutôt avantageuse. «Dans la plupart des pays du Sud, la chute de la fécondité a fortement réduit la part des jeunes sans que la part des personnes âgées n'ait pour l'instant augmenté», rappelle Gilles Pison. Ce dernier estime qu'il s'agit là d'une «opportunité démographique que les pays du Sud doivent saisir pour se développer tout en se préparant à une population plus âgée dans le futur».

C'est ce qu'affirment les démographes Philippe Fargues et Hervé Le Bras dans une *Note d'IPEMED*. Pour eux, c'est une «situation exceptionnelle qui ne durera qu'une génération, où les jeunes de 20-30 ans sont dégagés des charges qui pesaient sur les générations précédentes, tout en n'ayant pas à assumer celles qui attendent la génération suivante»⁽²⁾. Et de conclure que la démographie donne à ces jeunes «une liberté de mouvement exceptionnelle». En clair, ils peuvent-être tentés de migrer mais ils peuvent aussi représenter un indéniable atout démographique en contribuant aux progrès de leur pays pour peu que leur soit offerte la possibilité de le faire.

Akram Belkaïd Journaliste et conseiller d'IPEMED

(1) «Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord», *Population & Sociétés* n°457, Ined, Juin 2009.

(2) «Migrants et migrations dans le bassin méditerranéen», *Les Notes d'IPEMED*, septembre 2009.

DES CENTRALES SOLAIRES INTERCONNECTÉES CONSTITUERAIENT LE PLUS GRAND RÉSERVOIR D'ÉNERGIE SOLAIRE AU MONDE.

DESERTEC

Un réseau en or pour la Méditerranée



Produire de l'électricité verte à partir d'un réseau de centrales solaires sahariennes afin de couvrir au moins 15% des besoins de l'Europe d'ici 2020, c'est le but du titanesque projet de la fondation Desertec dont le lancement a eu lieu le 13 juillet en Allemagne. Douze entreprises⁽¹⁾, parmi lesquelles les groupes énergétiques allemands E.ON, RWE et Siemens, et l'algérien Cevital, ont signé un protocole pour la création, d'ici le 31 octobre, d'un bureau d'études chargé du projet. Desertec Industrial Initiative (DI1) aura la forme d'une société à responsabilité de droit allemand puis son tour de table sera ouvert à d'autres partenaires. DI1 devra mener les études à caractère technique, économique, politique mais aussi social et écologique à propos de la construction des centrales dont le coût, selon la presse allemande, atteindrait 400 milliards d'euros. Des plans d'investissement réalisables dans un délai de trois ans devront être élaborés. « Les déserts de notre planète reçoivent en six heures plus d'énergie solaire que n'en consomme l'humanité en toute une année », explique Gerhard Knies, président de la fondation. De fait, ces centrales solaires interconnectées constitueraient le plus grand réservoir d'énergie solaire au monde avec une production pouvant atteindre 20 gigawatts d'ici dix ans. Pour nombre d'experts, cette initiative est le projet dont l'Union pour la Méditerranée (UPM) a besoin pour gagner en crédibilité, notamment auprès des populations du Sud. Pour ses promoteurs, ces centrales renforceraient la sécurité énergétique euro-méditerranéenne tout en

généralisant des flux d'investissements pour les pays où elles seraient installées. L'électricité produite permettrait aux pays du Sud de la Méditerranée de bénéficier d'une source supplémentaire d'énergie pour le dessalement de l'eau de mer. Enfin, la captation du rayonnement solaire pour le transformer en chaleur afin de produire de l'électricité verte contribuerait à la réduction des gaz à effet de serre.

OBSTACLES Dès son annonce, certains observateurs ont parlé d'eurocentrisme bien que les promoteurs ont insisté sur le fait que les centrales fourniraient « une part majeure des besoins en électricité des pays producteurs ». De même, se pose la question du coût, l'investissement étant pratiquement identique pour une centrale solaire ou nucléaire. Cela signifie que l'initiative aura besoin d'un engagement financier ferme des États concernés ainsi que de l'UE. Deux autres points épineux devront être abordés. D'abord, il serait hasardeux de limiter Desertec à l'espace euro-méditerranéen sans tenir compte de l'Afrique sub-saharienne. Ensuite, la question du transfert technologique à destination des pays producteurs se posera. Le développement des centrales solaires thermiques a longtemps été freiné par la domination des énergies fossiles. Cette situation change. La technologie thermique solaire pourrait connaître un grand boom et il serait dommage que les pays du Sud n'en profitent pas. **Lyes Si Zoubir**

(1) ABB, Abengoa Solar, Cevital, Deutsche Bank, E.ON, HSH Nordbank, MAN Solar Millenium, Munich Re, M+W Zander, RWE, SCHOTT Solar et Siemens.

REPÈRE

30

C'est le nombre de centrales électriques que l'Algérie entend construire d'ici quatre ans afin de porter sa capacité installée en électricité de 8 502 mégawatts fin 2008 à 12 771 Mw. Le taux d'électrification du pays est l'un des plus élevés de la région (98 %).

FOCUS SUR L'UPM

Un nouvel instrument financier sur les rails ● L'Agence française de développement (AFD), qui est membre fondateur d'Ipemed, a annoncé au début de l'été la création d'un instrument financier dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Il s'agit de la Facilité

d'investissement de soutien économique à la Méditerranée (Fisem) qui sera dotée de 250 millions d'euros. Une des priorités de cet outil en fonds propres sera d'aider les PME. Depuis la création de l'UPM en juillet 2008, l'AFD a considérablement renforcé son activité en Méditerranée avec des financements qui devraient atteindre les 6 milliards d'euros sur les cinq prochaines années.

Sarkozy pose ses conditions à Israël ● Lors de la conférence des ambassadeurs à Paris, le 26 août, le président Nicolas Sarkozy s'est déclaré prêt à convoquer dès cet automne, en accord avec l'Égypte et l'Union européenne, un deuxième sommet de l'UPM à la condition qu'Israël s'engage sur un « gel précis et complet de la colonisation et une relance de la négociation ».

YML Forum
Pour sa seconde édition, le forum des Young Mediterranean Leaders se réunit à Séville autour du thème suivant : « Redéfinir l'espace euro-méditerranéen : l'utopie de l'Europe du Sud et du Maghreb. » Le réseau YML regroupe chaque année 250 leaders des sphères économique, politique, scientifique et culturelle, issus des pays d'Europe du Sud et du Maghreb.

Séville, 5-7 novembre, Hôtel Alfonso XIII, www.ymlforum.org

Entretiens Euromed-Capital

À Tanger, cette troisième édition abordera la manière dont le capital investisseur euro-méditerranéen se doit de « préparer le rebond dans un monde instable ».

23-24 octobre, Tanger, www.euromed-capital.com

Petit déjeuner de la Méditerranée

Comme chaque début de mois, Ipemed organise le 2 octobre à Paris, un petit déjeuner permettant aux chefs des principales entreprises méditerranéennes de débattre de manière informelle et conviviale. Cette rencontre sera consacrée au thème de la « mobilité professionnelle en Méditerranée », avec la participation des experts Hervé Le Bras et Robert Kasparian.

Réservation indispensable
01 56 54 30 50
samia.maguella@ipemed.coop

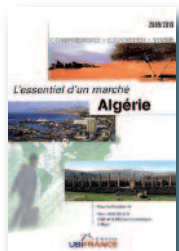


Histoire du Maroc

MICHEL ABITBOL

Éd. Perrin,
25,90 euros

Fruit de nombreuses années de labeur, cet ouvrage se veut une « *biographie du Maroc* » de sa naissance jusqu'à nos jours. Sont abordées l'installation des comptoirs phéniciens, l'époque romaine, la conquête arabomusulmane, et les périodes plus proches comme l'ascension des Alaouites. L'ouvrage traite aussi de l'établissement des protectorats français et espagnol, et des événements qui ont conduit à l'indépendance du royaume chérifien. L'auteur analyse l'action de personnages historiques tels Moulay Idris, fondateur de Fès, l'almoravide Youssef Ben Tashfin, bâtisseur de Marrakech, l'almohade Abd Al-Mumin dont l'empire s'étendit de l'Andalousie à la Libye sans oublier Ahmad al-Mansour, conquérant de Tombouctou et du Soudan occidental.



Algérie. L'essentiel d'un marché

SOUS LA DIRECTION
DE MARC BOUTEILLER

Éd. Ubifrance,
25 euros

Ce livre est un guide pour la compréhension du marché algérien. Rédigé sous la direction du chef de la mission économique française à Alger, il offre un panorama de l'économie algérienne (principaux indicateurs, points clés, évolution de la politique économique...). Dans la première partie, *Comprendre l'Algérie*, il aborde la question des échanges et investissements avec un focus sur la place de la France pour laquelle l'Algérie est le premier partenaire commercial en Afrique mais aussi hors OCDE, après la Chine et la Russie. Une seconde partie, *Vendre en Algérie*, énumère toutes les caractéristiques du marché algérien (accès au marché, modes et tendances de consommation, bonne pratique des relations d'affaires, première approche juridique et fiscale pour l'implantation). La dernière partie, *Vivre et travailler en Algérie*, contient des informations destinées à faciliter l'installation d'expatriés (formalités administratives, langues, monnaie, déplacements, contacts utiles...).

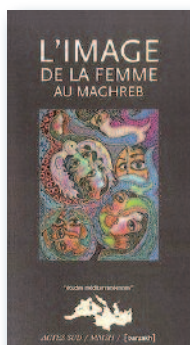


La Méditerranée (t.1). L'espace et l'histoire

FERNAND BRAUDEL

Éd. Flammarion
(Champs histoire),
8 euros

On ne présente plus l'œuvre de Fernand Braudel et ses écrits sur la Méditerranée sont évidemment une référence majeure et incontournable pour qui s'intéresse à cette région et à ses évolutions récentes avec la création de l'Union pour la Méditerranée. Il faut donc saluer l'initiative des éditions Flammarion qui ont décidé de rééditer une partie de ses écrits sous format de poche. Deux tomes ont déjà été publiés. Le premier est une plongée à la fois synthétique et foisonnante dans l'histoire et la culture des civilisations méditerranéennes. Le second, intitulé *Les hommes et l'héritage* – ouvrage cosigné avec l'historien Georges Duby – est un riche recueil d'essais sur la culture et les civilisations méditerranéennes.



L'image de la femme au Maghreb

SOUS LA DIRECTION
DE KHADIJA MOHSEN-FINAN

Éd. Actes Sud, MMSH,
Barzakh,
18,80 euros

La question du statut de la femme au Maghreb, et de façon plus générale au Sud de la Méditerranée, est un thème épineux à l'origine de nombreuses polémiques. Loin de se cantonner aux clichés véhiculés notamment par la presse occidentale, ce livre décrypte comment les femmes vivent au Maghreb et comment se forge leur image sur place. La journaliste Zakya Daoud aborde la question de la situation de la femme marocaine au travers des médias tandis que Hédi Khélil, critique cinématographique et universitaire tunisien, analyse la représentation de la femme dans le cinéma tunisien. De son côté, la journaliste Ghania Mouffok aborde la manière dont la presse écrite algérienne traite de la condition féminine. Enfin, l'historien Pierre Vermeren se penche sur l'image des femmes diplômées au Maghreb. Un ouvrage à lire pour dépasser les sempiternels débats sur le voile et pour comprendre que l'image de la femme moderne au Maghreb ne se confond pas toujours avec celle de la femme occidentale.

REVUES

MEDenergie

Septembre 2009. Sur abonnement
www.medenergie.com

La revue consacre une large part de sa dernière livraison au thème de la sécurité énergétique en Méditerranée occidentale. Spécialiste des économies pétrolières, Aurélia Mane-Estrada se penche sur le bilan des relations énergétiques entre l'Union européenne et l'Algérie. Mourad Preure, ancien conseiller chargé de la stratégie auprès du PDG de Sonatrach, s'interroge sur le possible avènement d'un nouvel ordre énergétique mondial en raison de la combinaison entre crise financière et crise pétrolière. Enfin, l'universitaire et chercheur Lagha Chegrouche décrypte les enjeux autour du gazoduc transsaharien entre le Nigéria et l'Algérie.

ARTICLE

Notre survie passe par un autre développement du Sud

JEAN-MICHEL SEVERINO
« LA TRIBUNE », 21 AOÛT 2009

Dans un entretien accordé au quotidien économique français, le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) appelle à un rééquilibrage entre les différentes sources de croissance, estimant que les exportations ne doivent plus être privilégiées au détriment des salaires et de la consommation intérieure dans les pays du Sud. Pour lui, deux priorités s'imposent : la révision des politiques économiques « *pour économiser les ressources naturelles en favorisant l'intensification urbaine et productive (...) pour faire davantage de place à l'humanité localisée dans les pays en développement* » ainsi que l'organisation d'une « *redistribution globale des richesses qui pourrait ressembler à une sécurité sociale, pour gérer au mieux les poches de pauvreté et contenir tout mouvement extrémiste* ».

Révéler la pertinence stratégique d'une solidarité alimentaire

SÉBASTIEN ABIS
www.affaires-strategiques.info

Dans cet article publié le 6 juillet sur le site de l'Institut de relations internationales et stratégiques, l'administrateur au secrétariat général du Centre international des hautes études agronomiques (CIHEAM), met en exergue la dimension géopolitique du dossier agricole et alimentaire en Méditerranée. Un sujet particulièrement suivi par Ipemed.

GDF SUEZ Résultats solides au premier semestre

Malgré un contexte économique mondial très dégradé, le groupe GDF SUEZ, leader mondial de l'énergie et membre fondateur d'Ipemed, a affiché de bons résultats au premier semestre 2009. Une performance d'autant plus notable que la base de comparaison en 2008 est particulièrement élevée. Dans le détail, le chiffre d'affaires a progressé de 2,3 % à 42,2 milliards d'euros tandis que le résultat net part du groupe a atteint 3,26 milliards d'euros soit un montant pratiquement égal à celui du premier semestre 2008 (3,48 milliards d'euros), période, il faut le rappeler, où la crise n'avait pas encore débuté et où l'activité économique mondiale était encore très soutenue.

À l'occasion de la présentation de ces résultats, Gérard Mestrallet, président directeur général, a déclaré que son groupe a démontré au cours du premier semestre 2009 «l'efficacité de sa stratégie et la solidité de sa situation financière en générant de fortes liquidités dans un contexte économique difficile.» Il a aussi ajouté que cela a permis à l'entreprise «de renforcer chacune de ses activités grâce à l'obtention de contrats et à la signature de partenariats de premier plan dans le monde et de maintenir son programme d'investissements ambitieux de 30 milliards d'euros sur trois ans.»

LA PERFORMANCE RÉALISÉE EST D'AUTANT PLUS NOTABLE QUE LA BASE DE COMPARAISON EN 2008 EST TRÈS ÉLEVÉE.

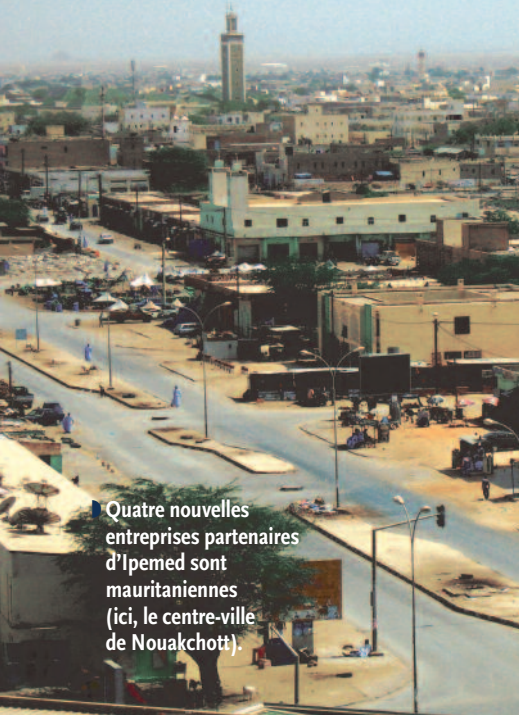


● Gérard Mestrallet, président directeur général de GDF SUEZ.

Le groupe peut ainsi à la fois financer son développement industriel (4 milliards d'euros d'investissements net, soit 5,7 milliards d'euros d'investissements bruts), rémunérer ses actionnaires et réduire son endettement de plus d'un milliard d'euros ce qui ramène son taux d'endettement à 43%.

LE GNL, UNE PRIORITÉ GDF SUEZ entend poursuivre sa stratégie industrielle notamment dans le domaine de l'exploration et la production de gaz naturel liquéfié (GNL) avec, entre autres, le développement du permis gazier de Touat en Algérie, des acquisitions de licences en Azerbaïdjan, au Qatar ainsi qu'une entrée sur le marché du GNL en Australie. Toujours concernant le GNL, la firme renforce sa flotte de méthaniers avec la réception de deux navires au mois d'août et de trois autres prévues au cours des dix prochains mois. Elle va aussi poursuivre son développement de production d'électricité avec un total de 21 GW en construction (France, Brésil, Moyen-Orient, États-Unis...) sans oublier des projets dans le nucléaire à Abou Dhabi, au Royaume-Uni et en Roumanie. Enfin, le groupe a signé le plus important partenariat public-privé au monde dans le domaine du dessalement à Melbourne pour l'État de Victoria en Australie.

DU CÔTÉ D'IPEMED



Quatre nouvelles entreprises partenaires d'Ipemed sont mauritaniennes (ici, le centre-ville de Nouakchott).

De nouveaux partenaires

● Depuis sa création en février 2006, Ipemed œuvre pour que les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée prennent conscience qu'ils ont un avenir et des intérêts communs. Essentiellement financé par des fonds privés, l'institut s'est attaché, dans un premier temps, à intéresser les principales entreprises françaises à la problématique méditerranéenne. Quinze grandes entreprises soutiennent actuellement son action. Dans le cadre de son plan de développement, Ipemed internationalise son réseau pour permettre à de grandes entreprises méditerranéennes de faire entendre leur voix et de participer, par des actions concrètes, à la construction par

l'économie d'un espace méditerranéen cohérent. Ipemed est heureux d'annoncer l'adhésion, approuvée par le conseil d'administration du 9 juin 2009, de cinq nouvelles entreprises, une grecque et quatre mauritaniennes. Il s'agit de : Gek Terna SA, l'un des principaux groupes grecs dans les secteurs de la production d'électricité, de la construction, de l'immobilier et des concessions; le groupe Azizi, leader



● George Peristeris, président de Gek Terna (Grèce)

mauritanien du transport express; CID International, cabinet d'audit et de conseil en stratégie de développement; Spinet Sécurité, société de sécurité; et Finance Conseils Investissements (FCI), spécialisée dans la mobilisation de ressources en vue d'opérations de capital investissement. Plusieurs missions au Liban, en Espagne et en Syrie notamment sont programmées au cours des prochains mois et devraient permettre à de nouvelles entreprises, convaincues que la proximité et la complémentarité des deux rives de la Méditerranée sont des atouts dans la régionalisation de l'économie mondiale, d'adhérer à Ipemed.